

RAPPORT

Parole aux résidentes du Centre-Sud



**Présentation des résultats
du sondage mené auprès des résidentes
du quartier Centre-Sud à Montréal**



Un projet mené par le
Comité d'action locale du
Centre d'éducation et d'action
des femmes de Montréal
(CÉAF)

REMERCIEMENTS

Le comité d'action locale tient à remercier toutes les femmes qui nous ont fait confiance en nous livrant leur parole. Vos histoires nous ont profondément touchées et vos vécus seront au cœur de la mise en place de nos futures actions.

Nous remercions l'ensemble des travailleuses du CÉAF ainsi qu'Ariane, Claire, Carole, Éliane, Guylène, Hilda, Inès, Louise, Marie-Jacques, Patricia, Nancy, et Pascale; militantes du Comité d'action locale.

Si vous souhaitez vous impliquer au sein du Comité d'action locale du CÉAF, écrivez-nous à l'adresse suivante : j.leblanc@ceaf-montreal.qc.ca

Pour nous joindre :

Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal

2422 boulevard De Maisonneuve Est
Montréal, Qc H2K 2E9
514-524-3901

Facebook : <https://www.facebook.com/CEAFMontreal/>

Site Web : <https://www.ceaf-montreal.qc.ca/>

Entrée de données : Nancy et Julie Leblanc

Rédaction du rapport : Béatrice Mercier

Échanges et réflexions sur les revendications : Marie-Ève Desroches (Table de groupes de femmes de Montréal), Diana Lombardi (Réseau d'action des femmes en santé et services sociaux), Réseau habitation femmes, Pascale, Marjolaine, Hilda, Béatrice et Julie.

Graphisme : Fadelle Noël

TABLES DES MATIÈRES

MISE EN CONTEXTE	1
MÉTHODE	2
PORTRAIT DES RÉPONDANTES	3
DES RÉSIDENTES À BOUT	4
<i>Des crises qui affectent et fragilisent les femmes</i>	4
<i>Des conditions qui se dégradent et des craintes confirmées</i>	6
L'ACCÈS ET LES CONDITIONS DE LOGEMENT DES FEMMES DU CENTRE-SUD	7
<i>Un parc locatif en mauvais état</i>	10
<i>Le logement social améliore les conditions de vie des femmes</i>	11
<i>Les violences envers les femmes nuisent à leur droit au logement</i>	12
UN SENTIMENT DE SÉCURITÉ À GÉOMÉTRIE VARIABLE	14
<i>Le harcèlement de rue et ses manifestations : les causes du sentiment d'insécurité des résidentes</i> ..	14
ACCESSIBILITÉ DES SERVICES ET DES RESSOURCES DANS LE CENTRE-SUD.....	16
<i>Bien manger et avoir accès à de la nourriture : un défi pour plusieurs</i>	16
<i>Difficile d'accéder à des soins de santé dans le quartier</i>	16
ENJEUX DE COHABITATION : UN QUARTIER DIVISÉ	16
<i>Faire disparaître les itinérant.es ou faire disparaître l'itinérance ?</i>	16
<i>Les condos et la gentrification</i>	17
NOS REVENDICATIONS	18
POUR LUTTER CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES	20
POUR ASSURER LE DROIT AU LOGEMENT DES FEMMES	21
POUR SOULAGER LA DÉTRESSE ET L'ISOLEMENT DES FEMMES	22
POUR LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ	22
RESSOURCES	24

Le CÉAF est situé en territoire autochtone non cédé. Nous reconnaissons que la nation Kanien'kehá:ka est la gardienne des terres et des eaux sur lesquelles nous travaillons, habitons et intervenons. L'île qu'on appelle Montréal, mais qui portait déjà le nom de Tiohtiá:ke, est historiquement connue comme un lieu de rassemblement pour de nombreuses Premières Nations. Encore aujourd'hui, une population autochtone diversifiée, ainsi que d'autres peuples, y habitent.

MISE EN CONTEXTE

Depuis plusieurs années, le Comité d'action locale (CAL) intervient sur les questions de logement et de violences faites aux femmes. À l'automne 2021, après plus d'un an de pandémie, les militantes ont souhaité aller à la rencontre des résidentes du quartier Centre-Sud, afin de savoir comment elles allaient. Leur principale préoccupation, en mettant sur pied le sondage, était de donner une voix aux femmes et de libérer leur parole. Leurs témoignages serviront à orienter les actions du CAL et les revendications seront aussi portées par le Comité d'actions féministes du Centre-Sud dans les prochaines années.



MÉTHODE

Le sondage, composé de 18 questions réfléchies par les militantes, aborde différents enjeux. Ainsi, les résidentes du quartier ont pu s'exprimer sur plusieurs sujets tels que le logement, les violences qu'elles subissent, l'accès au soin de santé et aux services, la sécurité et les ressources à leur disposition dans le quartier.

Le questionnaire s'adressait aux personnes s'identifiant comme femme qui résident dans le quartier Centre-Sud (entre la rue Sherbrooke et le Fleuve et entre le boulevard St-Laurent jusqu'au Viaduc Frontenac). Il a été distribué entre le 8 mars 2022 et le 1^{er} janvier 2023.



Afin d'aller à la rencontre des résidentes, le CAL a tenu sept kiosques dans des espaces clés du quartier et lors de différents événements (Bibliothèque Frontenac, Maison de la Culture Jeanine-Sutto, stations de métro Frontenac et Papineau, Comité social Centre-Sud, Forum Social de la CDC et grande fête foraine des Faubourgs). Le questionnaire a également été partagé sur le Web et distribué par des groupes alliés (Écomusée du fier monde, Réseau habitation femmes, Spectre de rue et Comité logement Ville-Marie). Le sondage pouvait être rempli de manière anonyme, ce qui nous a permis de rejoindre des femmes dont la voix n'est pas souvent entendue, bien que le fait de ne pas pouvoir leur exprimer notre soutien a parfois été confrontant.

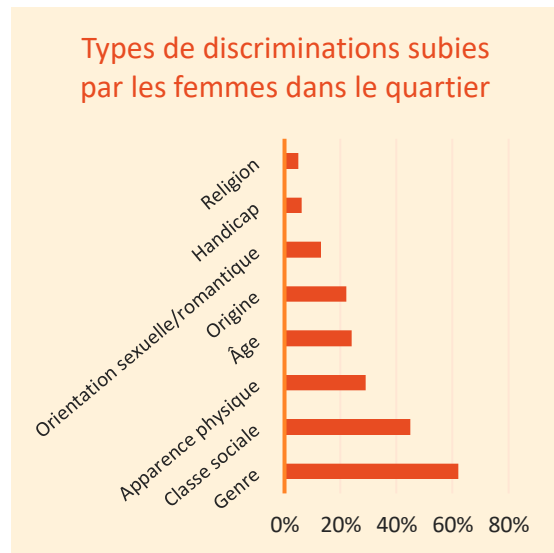
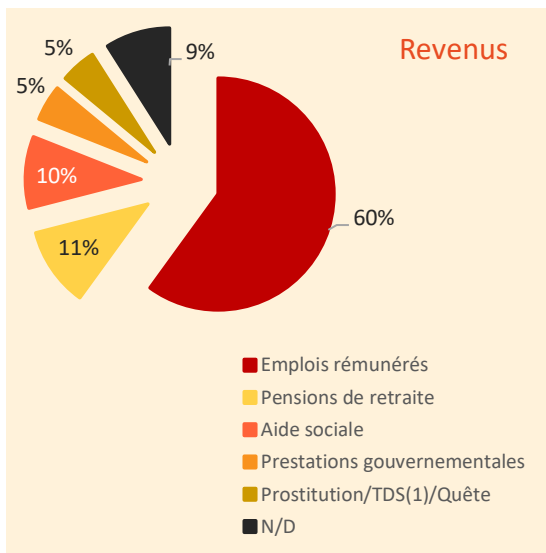
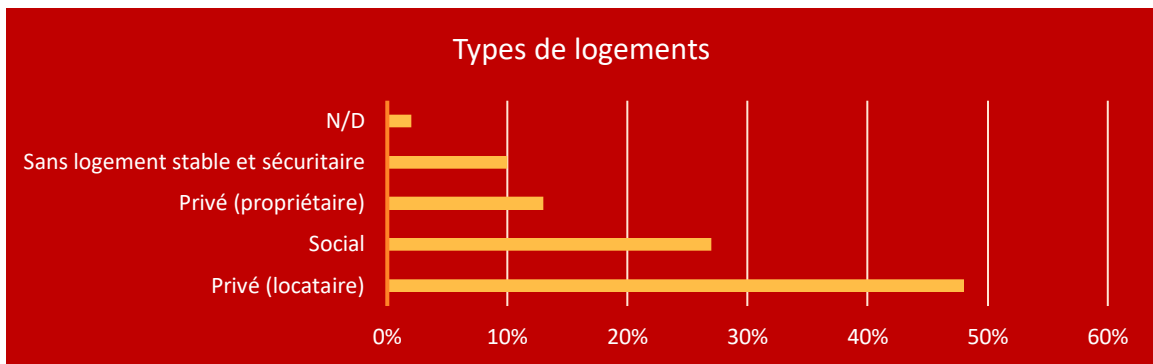
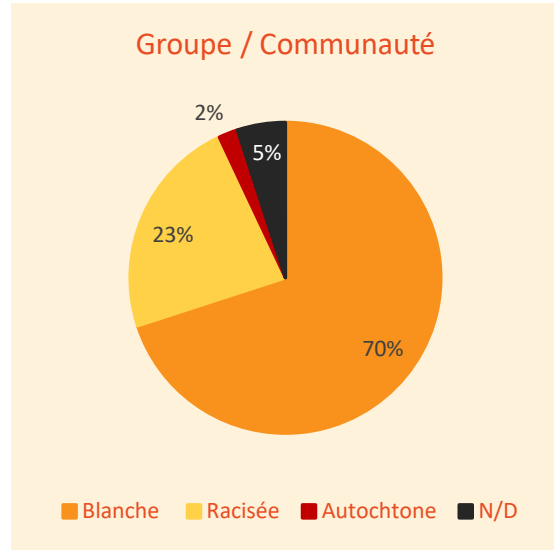
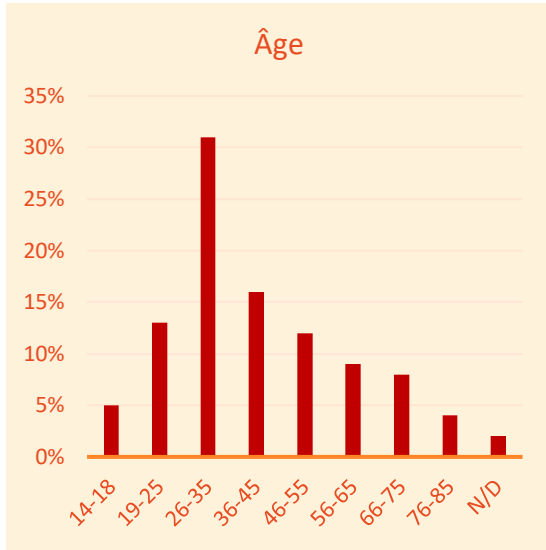
Le sondage pouvait être rempli de manière anonyme, ce qui nous a permis de rejoindre des femmes dont la voix n'est pas souvent entendue, bien que le fait de ne pas pouvoir leur exprimer notre soutien a parfois été confrontant.

Au total, 329 femmes ont répondu au sondage.

Dans ce rapport, vous trouverez les principaux constats qui se dégagent du vécu des femmes interrogées. Nous adoptons une approche féministe intersectionnelle qui s'inscrit en concordance avec les valeurs et les positions de notre organisme. Évidemment, nos analyses ne représentent pas la réalité de l'ensemble des résidentes du quartier et nous sommes conscientes que plusieurs enjeux ne s'y retrouvent pas. Nous espérons toutefois tracer un portrait juste de la réalité des femmes du quartier et pouvoir mettre de l'avant les préoccupations qui nous ont été confiées.



PORTRAIT DES RÉPONDANTES



1. Travail du sexe

DES RÉSIDENTES À BOUT ...

Bien que plusieurs répondantes nous disent aller plutôt bien, c'est un peu plus du tiers des femmes qui affirment qu'elles vont mal ou qu'elles se sentent plus stressées et isolées qu'à l'habitude. Les raisons de ce mal-être sont diverses, mais il est possible de dégager quelques tendances dans les témoignages recueillis. Les enjeux nommés par les femmes traversent l'ensemble de ce rapport et se retrouvent au cœur de nos analyses.

DES CRISES QUI AFFECTENT ET FRAGILISENT LES FEMMES

Plusieurs répondantes nous confient que la situation économique leur fait vivre énormément de stress et les place en position de précarité. En effet, avec l'augmentation du coût de la vie, certaines n'arrivent plus à subvenir à leurs besoins et s'endettent. Des résidentes ont perdu leur emploi et peinent à trouver de l'aide, tandis que d'autres ont un salaire trop bas pour leur assurer une qualité de vie décente. Les femmes se retrouvent donc en situation de pauvreté, ce qui affecte grandement leur bien-être.

« Mon salaire ne me permet pas
de payer tous mes comptes,
je m'endette à chaque semaine. »
(204²)

« Je travaille au salaire minimum,
je ne fais que m'endetter.
Je songe à me trouver un autre emploi.
Je travaille déjà 40 heures.
Je suis victime de rénovation.
Je ne trouve pas de logis. » (151)

Les impacts de la crise économique se répercutent également sur l'accès au logement des femmes, déjà fragilisé par la crise du logement et la gentrification du quartier qui sévissent depuis plusieurs années. Ainsi, des dizaines de répondantes affirment vivre du stress en lien avec leur logement; plusieurs sont menacées d'expulsion par leur propriétaire et certaines ont perdu leur logement à cause d'une reprise et ne réussissent pas à se trouver un toit. Ainsi, des femmes se retrouvent à la rue, d'autres sont hébergées chez des amies et plusieurs d'entre elles sont contraintes de rester avec leur conjoint violent, car elles n'ont nulle part où aller. Le manque de logement empêche des femmes de fuir leur situation de violence conjugale, tandis que celles qui quittent leur conjoint ont parfois beaucoup de difficulté à se reloger et vivent dans l'incertitude.

2. Les numéros font référence au numéro des répondantes.



« Je ne vois plus comment
me sortir de la misère.
Je vis de la violence, mais je ne
peux pas quitter mon conjoint.
Je travaille à 15.50 \$,
comment me payer un logis ? »
(212)

« Je ne trouve pas de logement pour moi
et ma fille. Je voudrais quitter
mon conjoint qui est de plus en plus
paranoïaque et agressif. Je ne veux pas
aller en maison d'hébergement.
Mon salaire ne me permettra jamais
de payer tous les comptes. » (284)

« J'ai quitté mon conjoint violent.
J'ai été hébergé 3 mois en maison d'hébergement.
Je n'ai pas trouvé aucun logis pour moi et mes
enfants. Mes enfants et moi sommes hébergés
chez une amie. Nous sommes trois dans
une chambre. Je ne vois pas le moment où
je pourrai avoir accès à un logis avec mon revenu.
Je suis vraiment inquiète. » (324)

Ces témoignages nous démontrent que la crise du logement est bien réelle pour plusieurs résidentes du Centre-Sud et affecte leur bien-être, en plus de nuire à leur sécurité. Également, un nombre important de résidentes nous confient se sentir anxieuses et isolées. Ce sentiment de solitude est partagé par plusieurs et certaines font le lien direct entre leur isolement et la crise sanitaire.

« Je me sens seule.
Depuis le début de la pandémie,
je ne vois plus mes amis.
Je n'arrive plus à tout payer
mes comptes. Je sombre dans
les idées négatives. » (179)



DES CONDITIONS QUI SE DÉGRADENT ET DES CRAINTES CONFIRMÉES

Comme le sondage a été distribué pendant près d'un an, il est possible de constater une dégradation dans les conditions de vie des femmes au fil des mois. À titre d'exemple, avant l'été, plusieurs répondantes expriment leurs craintes d'être obligées de quitter leur logement, tandis qu'après la période estivale, beaucoup de femmes nous disent avoir perdu leur logement. De plus, il semble y avoir une augmentation du sentiment de détresse et d'isolement des femmes au cours des témoignages.

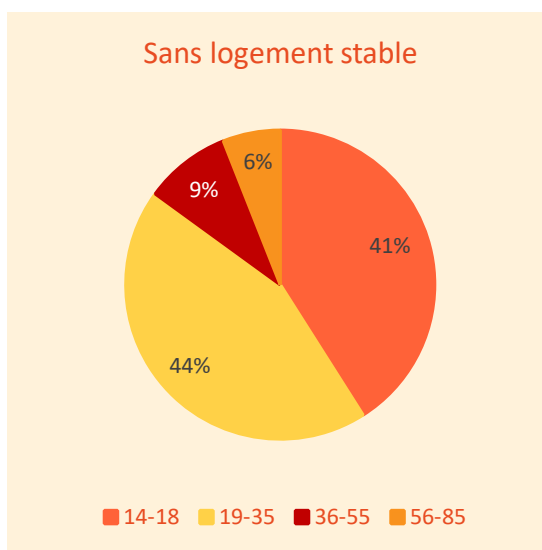
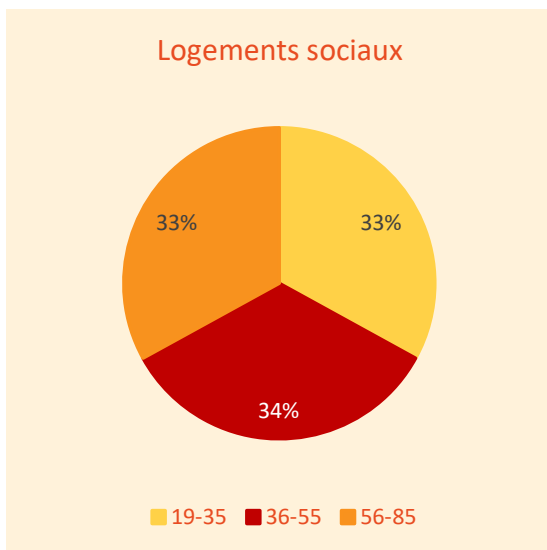
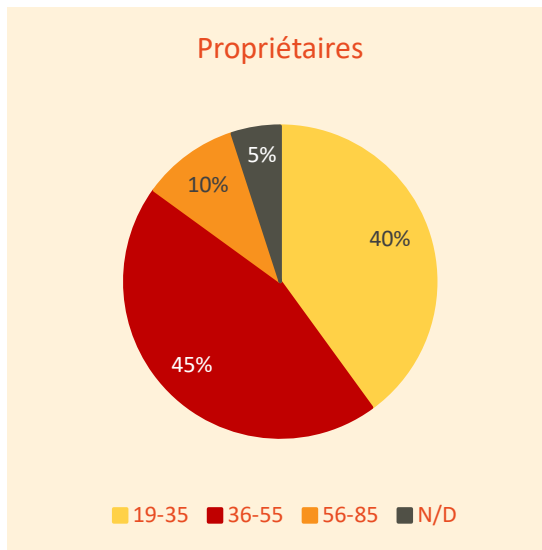
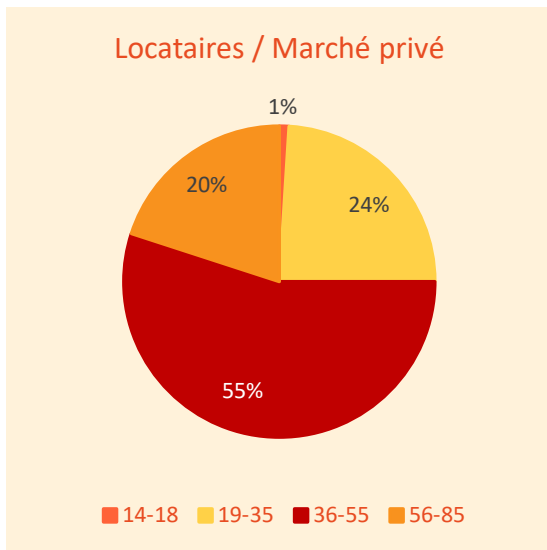
Ces premiers constats sont inquiétants et nous poussent à croire que les femmes continueront de subir les contrecoups des crises que nous traversons si nous n'agissons pas et s'il n'y a aucun changement majeur sur le plan politique. Dans les prochaines sections du rapport, nous approfondirons quelques-uns des thèmes abordés ci-haut et nous présenterons nos recommandations pour que les résidentes du Centre-Sud soient mieux soutenues et protégées.

« J'ai perdu mon logement en juillet. Je ne me suis pas trouvé un logis, je vis chez une amie avec mes deux enfants. »
(234)



L'ACCÈS ET LES CONDITIONS DE LOGEMENT DES FEMMES DU CENTRE-SUD

Types de logements - Selon l'âge

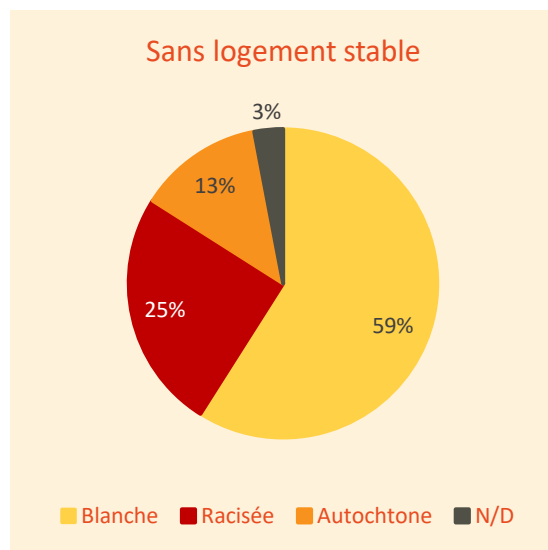
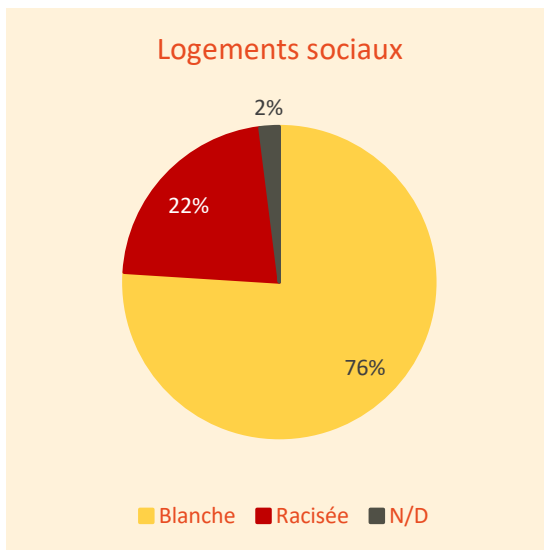
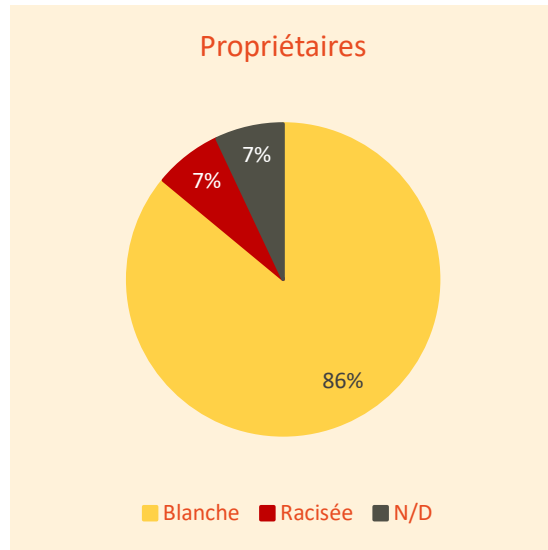
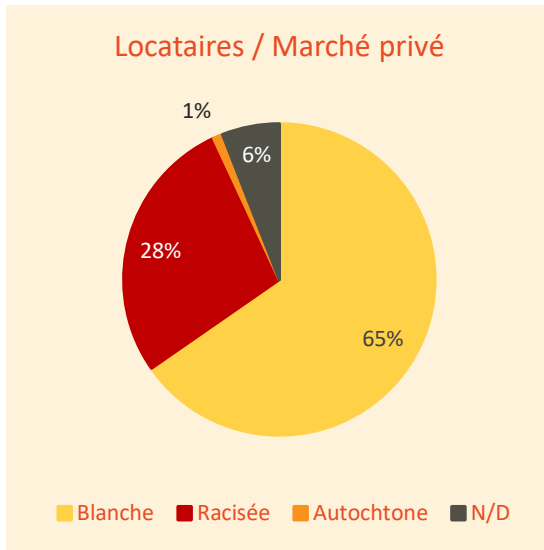


- Dans pratiquement toutes les tranches d'âge, à l'exception des 14-18 ans³, c'est le marché locatif qui prime sur les autres types de logements.
- Les logements sociaux sont habités par tous les groupes d'âges de 18 ans et plus et l'ensemble des catégories y sont représentées équitablement.
- Les plus jeunes femmes sont les plus à risque de ne pas avoir de logement fixe et sécuritaire.

3. Cette donnée est possiblement influencée par le fait que notre recrutement auprès de cette population s'est fait par l'entremise de groupes communautaires qui travaillent avec les jeunes de la rue.



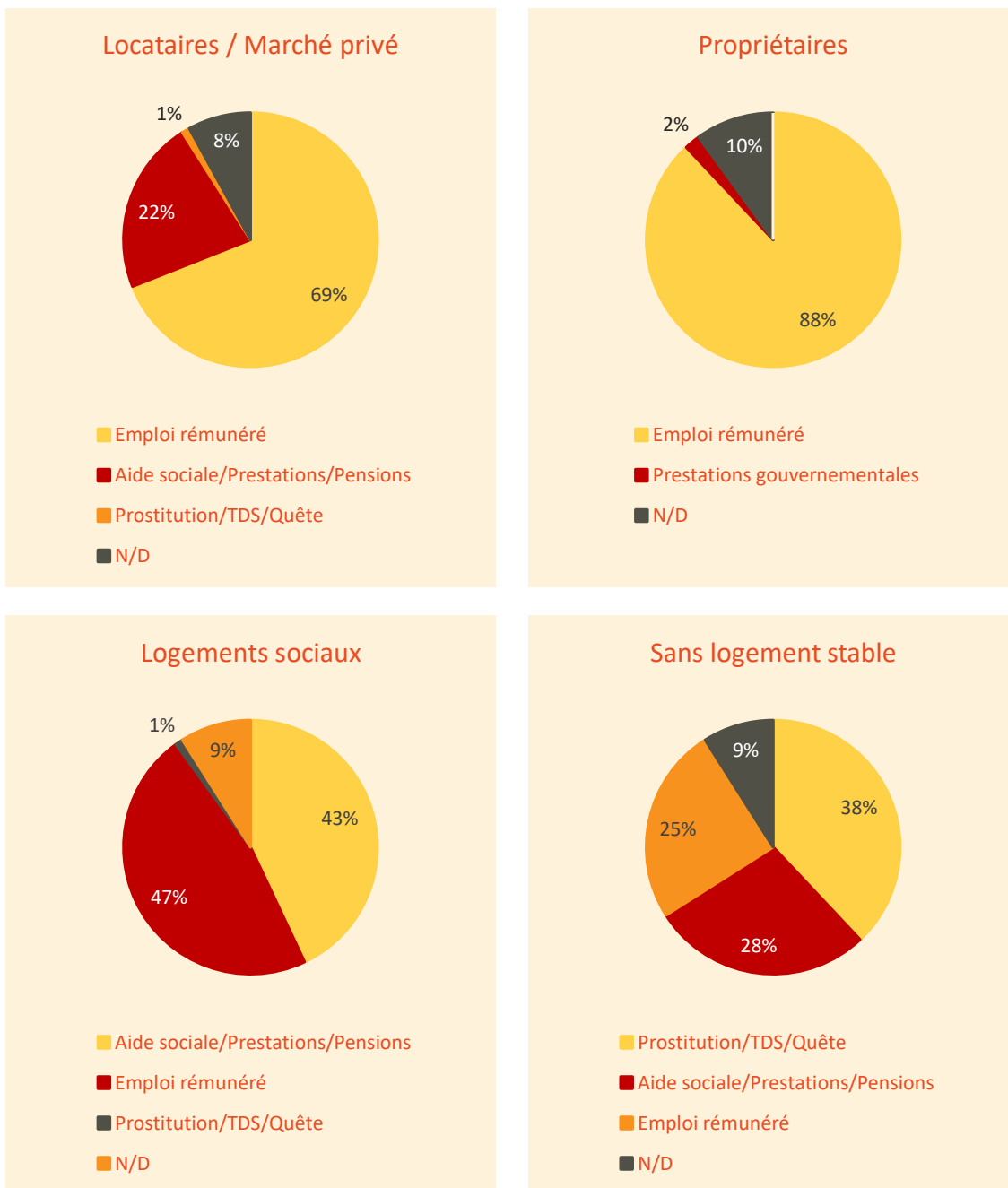
Types de logements - Selon le groupe ou la communauté



- Les personnes blanches sont surreprésentées dans les logements sociaux.
- Les personnes autochtones sont absentes des logements sociaux et ne se retrouvent pas parmi les propriétaires.
- Les propriétaires sont en grande majorité blanche, ce qui laisse croire qu'elles ont plus facilement accès à la propriété.



Types de logements - Selon le revenu



- La grande majorité des personnes qui ont mentionné retirer des revenus de la prostitution/TDS/quête sont sans logement fixe et sécuritaire.
- Cependant, ce ne sont pas les seules, un quart des femmes sans logement sont sur le marché du travail ou reçoivent des aides financières du gouvernement.

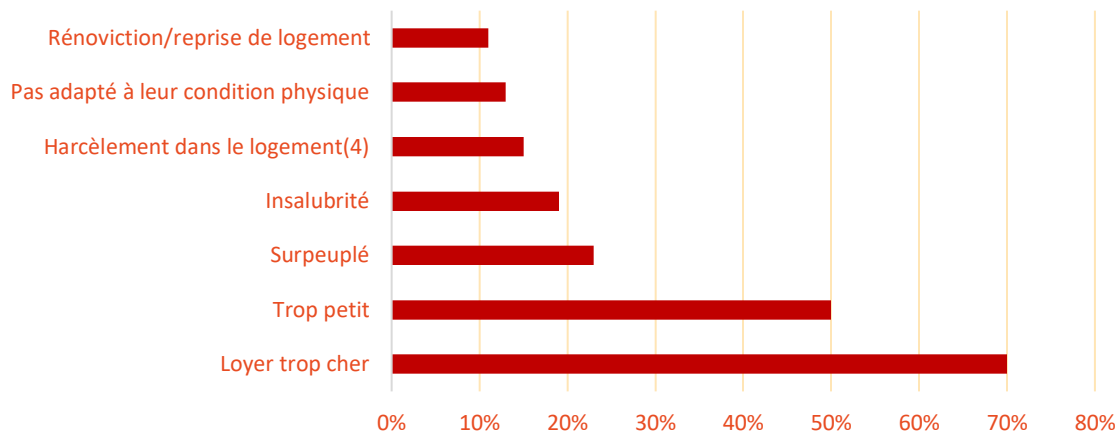


UN PARC LOCATIF EN MAUVAIS ÉTAT

Seulement 35% des locataires qui vivent sur le marché privé ont mentionné habiter un logement qui correspond parfaitement à leurs besoins et à leur budget. À l'inverse, ce sont 83% des propriétaires qui sont satisfaites de leur logement.

Plusieurs types de problèmes affectent les locataires dont le logement n'est pas adapté à leurs besoins. La majorité d'entre elles affirment avoir un loyer trop élevé et la moitié de ces répondantes vivent dans un endroit trop petit. De plus, un dixième des locataires insatisfaites de leurs conditions d'habitation disent être victime de rénoviction ou de reprise de logement de la part de leur propriétaire. En lisant les témoignages des femmes, il est possible de constater que celles se retrouvant à la croisée des oppressions sont particulièrement à risque de vivre dans un logement qui ne correspond pas à leurs besoins.⁴

Problèmes de logement des locataires sur le marché privé



« Discrimination dans les commerces et la recherche de logement, car j'ai des enfants. Avoir des enfants ça l'air d'une plaie pour certains. » (302)

« Je suis une mère mono, j'ai perdu mon loyer. Je vis avec une amie. On est 6 dans un deux chambres. » (165)

4. Harcèlement et/ou violences sexuelles de leur propriétaire, concierge, voisin, gestionnaire, cochambreur ou colocataire.

« Je suis victime de harcèlement par mon voisin. Je suis une femme trans. Mon voisin est déménagé depuis juillet. Depuis le premier jour, il me fait vivre un véritable enfer. Il prend des photos de moi à tout moment à travers mes fenêtres, il m'insulte et un soir de la semaine dernière il m'a craché dessus quand je l'ai croisé dans notre escalier commun. J'ai peur pour mon intégrité. Je me suis trouvé un nouveau logis en fin de semaine. Mais pourquoi c'est moi qui dois déménager? » (296)

« Je ne trouve pas de logement accessible à ma condition physique. Je suis une femme à mobilité réduite. » (162)

J'ai peur de perdre le logement. Je vis au Mont-Carmel et le propriétaire agit de façon immonde avec nous. (283)



LE LOGEMENT SOCIAL AMÉLIORE LES CONDITIONS DE VIE DES FEMMES

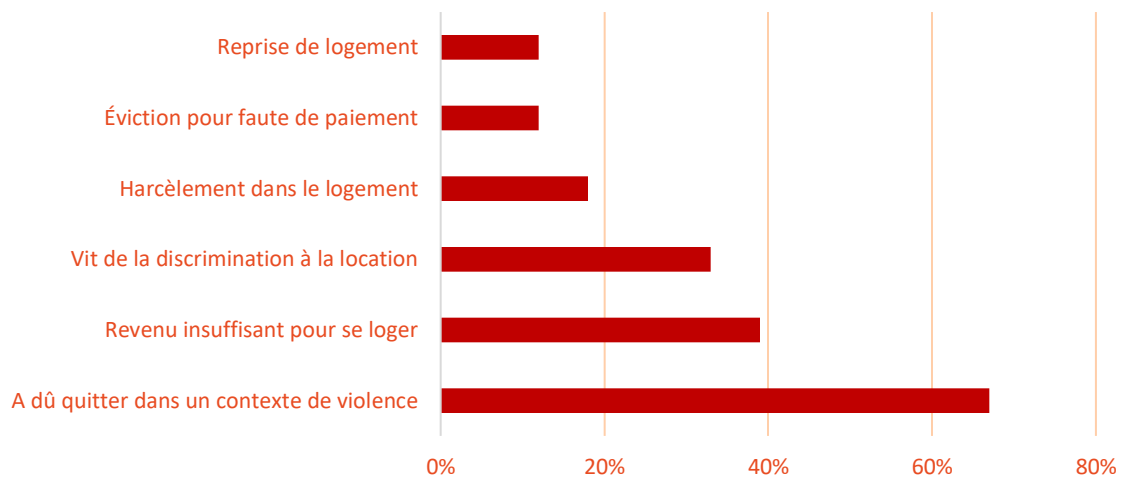
Pour les femmes du quartier qui habitent dans des logements sociaux, la situation semble plus satisfaisante. En effet, **79% des locataires vivant en logement social affirment vivre dans un endroit qui correspond à leurs besoins**. Bien que ce type de logement ne soit pas exempt de problèmes, c'est moins de 10 % des femmes qui ont des problèmes d'insalubrité ou d'entretien, dont le logement est trop petit ou qui sont victimes de harcèlement.



LES VIOLENCES ENVERS LES FEMMES NUISENT À LEUR DROIT AU LOGEMENT

Plus des deux tiers des femmes sans domicile fixe affirment avoir quitté leur logement à cause d'un contexte de violence. Plusieurs d'entre elles ont subi des violences sexuelles de la part de membres de leurs familles ou de personnes vivant sous le même toit qu'elles, et ce à un très jeune âge. 39% des répondantes n'ont pas de revenu suffisant pour se loger et 1/3 de ces femmes vivent de la discrimination à la location. Un nombre important de ces femmes listent plusieurs raisons pour expliquer leur situation et cumulent les vécus de violence, ce qui a pour effet de fragiliser leur accès à un logement sécuritaire.

Raisons pour lesquelles les femmes n'ont pas de logement stable et sécuritaire



« Je suis partie de chez moi mon père est violent. » (112)

« Le chum de ma mère m'agressait. » (105)

« Je n'ai pas de référence. Je suis trop jeune pour avoir un loyer décent. » (278)

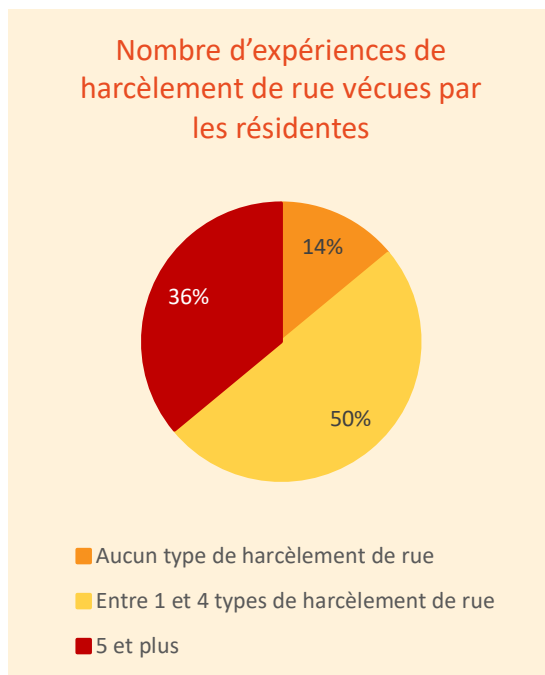
La question du logement préoccupe une grande partie des répondantes. Les nombreux témoignages nous démontrent qu'avoir un toit n'est pas un droit acquis pour les résidentes du Centre-Sud et que plusieurs d'entre elles sont contraintes d'accepter de vivre dans des logements inadaptés.



UN SENTIMENT DE SÉCURITÉ À GÉOMÉTRIE VARIABLE

- 25% des répondantes affirment ne jamais se sentir en sécurité dans leur logement, alors que seulement 36% des femmes disent se sentir toujours en sécurité dans leur lieu de résidence.
- Seulement 7% des femmes se sentent toujours en sécurité sur la rue, alors que 40% ne s’y sentent jamais en sécurité.
- Sur les pistes cyclables, dans les parcs, dans les transports en commun, les transports adaptés, les commerces et dans les ressources communautaires, la majorité des femmes s’y sentent en sécurité la plupart du temps.

LE HARCÈLEMENT DE RUE ET SES MANIFESTATIONS : LES CAUSES DU SENTIMENT D’INSÉCURITÉ DES RÉSIDENTES



Types de violences vécues dans le quartier	
Être agressée sexuellement ou physiquement	18%
Subir des actes de masturbation/exhibitionnisme	25%
Se faire suivre	34%
Se faire poser des questions intrusives	43%
Recevoir des menaces ou des insultes	46%
Se faire siffler	46%
Recevoir des commentaires sur son apparence physique	52%
Se faire aborder de manière dégradante	53%
Se faire imposer des regards insistants	53%

« Hier je me suis fait suivre au métro Frontenac, j’ai eu peur. » (272)

Seulement 14% des femmes interrogées affirment ne jamais avoir subi d'actes de harcèlement de rue dans le Centre-Sud.

- Pour la plupart des types de harcèlement de rue, c'est près de la moitié des résidentes qui ont subi ces actes dans le quartier.
- Plusieurs femmes nous confient, en plus d'être la cible de commentaires sexistes, être visées par des insultes racistes. **D'ailleurs, plus de la moitié des femmes racisées et autochtones ne se sentent jamais en sécurité dans les rues du quartier.**

« On m'a insulté sur la rue Ontario à plusieurs reprises: commentaires racistes et sexistes. Je ne me sens plus en sécurité dans le quartier. » (213)

« Intolérance face à ma communauté. Je vis de la violence et beaucoup de moments d'insultes quand je marche sur la rue. Je suis victime de commentaires racistes et en plus de commentaires sexistes. J'ai vécu de la violence physique sur la rue, je me suis fait cracher sur moi. » (299)

Les femmes sont confrontées à plusieurs discriminations et les résidentes du Centre-Sud sont principalement la cible de discriminations basées sur le genre et la classe sociale. D'autres femmes nous informent être discriminées en raison de leur identité de genre, de leur langue maternelle ou parce qu'elles ont des enfants.

Ces constats sont préoccupants et démontrent l'ampleur des violences qui existent dans le quartier et qui empêchent les femmes de pouvoir y vivre en sécurité. La majorité des résidentes disent avoir déjà vécu du harcèlement de rue dans le Centre-Sud et certaines précisent qu'elles en sont la cible tous les jours.

« J'ai vécu une agression raciste au métro. » (173)

« On me crache dessus parce que je suis première nation. » (220)



ACCESSIBILITÉ DES SERVICES ET DES RESSOURCES DANS LE CENTRE-SUD

BIEN MANGER ET AVOIR ACCÈS À DE LA NOURRITURE : UN DÉFI POUR PLUSIEURS

La moitié des répondantes trouvent que les prix dans les commerces d'alimentation sont trop élevés. Également, 53% des femmes interrogées indiquent qu'il manque de commerces de proximité dans le quartier. Certaines font le choix et ont les moyens de faire leurs courses ailleurs et affirment que ce n'est pas un problème. Un peu plus d'un tiers des résidentes ont recours à des ressources d'aide alimentaire, car leur situation économique ne leur permet pas de manger uniquement dans les commerces d'alimentation du quartier.

DIFFICILE D'ACCÉDER À DES SOINS DE SANTÉ DANS LE QUARTIER

Plus de la moitié des femmes (61%) nous indiquent qu'il est difficile de trouver et d'accéder à des ressources pour leurs problèmes de santé dans le quartier. Bien que certaines d'entre elles mentionnent être satisfaites du CLSC et de la proximité de l'hôpital Notre-Dame, d'autres soulignent qu'elles n'ont pas accès à un dentiste ou de médecin à distance de marche ou accessible en fauteuil roulant.

ENJEUX DE COHABITATION : UN QUARTIER DIVISÉ

Nous avons demandé aux résidentes ce qu'elles aimeraient voir disparaître dans le quartier. Les réponses à cette question mettent en lumière des visions opposées des enjeux du quartier et permettent d'illustrer les défis de cohabitation avec lesquels les résidentes doivent composer.

FAIRE DISPARAITRE LES ITINÉRANT.ES OU FAIRE DISPARAITRE L'ITINÉRANCE ?

La présence des personnes en situation d'itinérance dans le quartier préoccupe une grande partie des résidentes interrogées. Cependant, bien que plusieurs nomment vouloir faire disparaître l'itinérance en offrant de l'aide et des ressources à ces personnes, certaines des résidentes individualisent le problème en ciblant directement les personnes itinérantes et en les qualifiant de nuisances pour le bien-vivre ensemble.

« Il y a une forte présence de personnes itinérantes, ce qui freine certaines personnes à s'installer. » (45)



« J'aimerais qu'il y ait moins d'itinérants, ils ont besoin d'aide. Il y a beaucoup de quête, je trouve difficile de ne pas pouvoir donner. » (11)

La toxicomanie est également un des enjeux nommés par les résidentes. Certaines s'inquiètent pour la sécurité des personnes qui consomment, tandis que d'autres souhaitent ne plus les voir dans le quartier. Pour plusieurs femmes, l'itinérance et la toxicomanie vont de pair et participent à rendre le quartier moins sécuritaire.



« Plutôt que de voir disparaître : faire apparaître des endroits de consommation supervisée pour que les consommateurs ne le fassent pas dans les parcs, métro et sur la rue. » (88)

« Je souhaite faire disparaître les pauvres et les drogués » (292)

LES CONDOS ET LA GENTRIFICATION

Une majorité des femmes qui ne sont pas propriétaires souhaitent que les condos, les logements trop chers et la gentrification disparaissent du quartier. Les femmes propriétaires sont plutôt préoccupées par la saleté du quartier, la circulation routière près du pont Jacques-Cartier, ainsi que l'itinérance.

« Je souhaiterais faire disparaître la gentrification et les loyers hors de prix. » (242)



« Les airbnb et l'exploitation locative » (228)

« Les pawnshop, magasins vendant des articles de mauvaise qualité (fast fashion, plastique...) » (232)

« Les dépôts de déchets sauvages, la circulation d'automobiles à haute vitesse et l'insécurité causée par la violence ambiante. » (39)

« La saleté générale, la délinquance et le rodage autour du métro et dans nos rues » (328)

« Les épicerie en vrac trop chères, fromagerie du quartier et commerces trop chers. » (87)

Cette disparité entre les enjeux qui préoccupent les femmes **démontre un écart important entre les classes sociales des résidentes et leur vision du quartier et des personnes qui y habitent.**

Toutefois, **peu importe leur type de revenus ou leur situation résidentielle, les répondantes s'entendent pour dire que la violence et la pauvreté doivent disparaître du Centre-Sud.** Le défi sera que toutes s'entendent sur les manières de s'attaquer à ces enjeux.



Dans les recommandations à la fin du rapport, nous **proposons des pistes de solution** pour engager l'ensemble des résidentes dans une lutte à la pauvreté qui ne laisse personne derrière.

NOS REVENDICATIONS

Ces revendications serviront de base pour élaborer nos futurs plans d'action. Elles continueront d'évoluer au fur et à mesure que les résident.es du quartier et les militantes de nos comités de lutte se les approprieront et pourront servir d'inspiration pour créer des revendications plus ciblées.

Dans un premier temps, nous souhaitons que nos élu.es adoptent l'approche féministe intersectionnelle pour lutter contre la pauvreté et les violences faites aux femmes.

Faisons du Centre-Sud un quartier où il fait bon vivre pour tous.tes. Engageons-nous à rendre nos maisons, nos commerces, les services publics et nos groupes plus sécuritaires et exempts de toutes les violences systémiques⁵ !

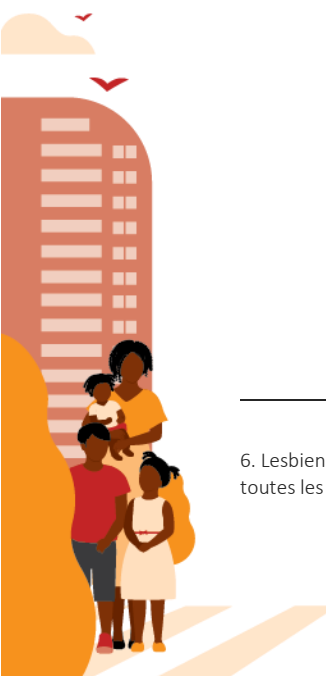


5. Violences vécues « en raison de plusieurs systèmes d'oppression qui interagissent entre eux comme le sexisme, le racisme, le capacitisme, le colonialisme, la transphobie et l'hétérosexisme. » (<http://www.cdeacf.ca/12jours2017/violences>)

POUR LUTTER CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

- Que chaque résident.e du Centre-Sud cesse de considérer les violences envers les femmes comme un problème privé.
- Que les gouvernements soutiennent et financent à la mission les groupes qui travaillent contre les violences faites aux femmes et les ressources adaptées aux réalités des personnes qui vivent à la croisée des oppressions
- Que la Ville de Montréal encourage et finance la mise sur pied d'un réseau de commerces et de ressources alliées et formées pour lutter contre le harcèlement de rue et les violences faites aux femmes dans le quartier.
- Que les critères d'accès aux logements sociaux réservés aux femmes qui subissent de la violence conjugale soient élargis à toutes les formes de violence.
- Que l'arrondissement lance un message clair de tolérance zéro face aux violences vécues par les femmes. Rappelons que Projet Montréal s'est engagé auprès d'ONU femmes à faire de Montréal une ville sûre pour les femmes.
- Que l'arrondissement réalise ses engagements et aménage le viaduc Frontenac pour le rendre plus sécuritaire.
- Que les groupes du quartier soutiennent les luttes antiracistes, décoloniales, anti-pauvreté et LGBTQIA2S+⁶ et s'allient aux revendications des groupes concernés par ces enjeux.
- Que les résident.es du Centre-Sud croient la parole des femmes, se solidarisent avec les femmes victime de violence et les soutiennent.

6. Lesbienne; Gai; Bisexuel-le; Trans; Queer et en questionnement; Intersexe; Asexuel-le et Agenre; Bispirituel-le; Le + permet d'inclure toutes les personnes de diverses identités qui ne se conforment pas aux normes sociales hétérocisnormatives.





POUR ASSURER LE DROIT AU LOGEMENT DES FEMMES

- Que les gouvernements reconnaissent le droit au logement comme un droit fondamental.
- Que le gouvernement du Québec instaure un registre des loyers et impose un contrôle obligatoire des loyers.
- Que les gouvernements financent la construction de 22 500 logements sociaux en 5 ans à Montréal et que 25% (5625 logements) de ceux-ci soient réservés aux femmes.
- Que les gouvernements diminuent les barrières d'accès aux logements sociaux et élargissent les conditions d'admissibilité, sans discrimination à l'égard du statut.
- Que la Ville de Montréal s'engage à protéger le parc de logements locatifs en interdisant la conversion en condominium, la délivrance de permis de travaux pour des agrandissements, des subdivisions et des changements d'affectation, l'hébergement touristique via les plateformes de type Airbnb et tout changement d'affectation des maisons de chambre⁷.
- Que les gouvernements interdisent les changements de vocation des résidences privées pour aîné.es (RPA).
- Que l'arrondissement s'engage à légiférer le fait qu'aucune éviction n'ait lieu dans le Centre-Sud sans que les propriétaires et les gestionnaires d'immeubles soient obligé.es de relocaliser les résident.es dans le même quartier et dans des logements équivalents à ceux qu'ils sont obligé.es de quitter.
- Que les propriétaires et les gestionnaires d'immeuble adoptent des règlements contre les violences et le harcèlement dans le logement.

7. Revendications basées sur celles du FRAPRU (<https://www.frapru.qc.ca/revendications-quebec/>)



POUR SOULAGER LA DÉTRESSE ET L'ISOLEMENT DES FEMMES

- Que les gouvernements réinvestissent massivement dans le filet social et dans les services publics.
- Que les gouvernements soutiennent et octroient du financement à la mission aux organismes communautaires qui aident à briser l'isolement.
- Que les gouvernements soutiennent et financent adéquatement les organismes qui font du travail de rue et de milieu.
- Que l'arrondissement finance des initiatives locales qui rendent visible le travail des organismes du quartier et font connaître leurs services aux résident.es. Par exemple, en finançant un journal de quartier.
- Afin de lutter contre les biais et les préjugés, que les groupes communautaires et les services publics prennent des mesures pour rendre leurs milieux sécuritaires.
- Que les élu.es du quartier s'engagent à faire du Centre-Sud un quartier accessible et sécuritaire pour toutes, particulièrement pour les personnes à mobilité réduite et les familles.

POUR LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ

- Que les gouvernements assurent un revenu viable⁸ à l'ensemble des individus pour leur permettre de vivre dignement.
- Que les gouvernements s'engagent à soutenir les jeunes femmes qui veulent sortir d'un contexte familial de violence et d'abus sexuels et leur offrent des ressources adaptées.
- Que le gouvernement augmente le salaire minimum à 18\$ de l'heure.
- Que les gouvernements mettent sur pied un système de tarification sociale pour le transport collectif, pour l'accès à des soins dentaires et de la vue et pour le coût des loisirs.
- Que les gouvernements s'engagent à légiférer la baisse du coût des aliments de base.

8. « Le revenu viable est une somme disponible (après impôt) qui permet de vivre dignement hors de la pauvreté. Le revenu viable est synonyme d'inclusion économique, culturelle et sociale. Cela signifie à la fois d'être en mesure de faire des choix et de pouvoir faire face à des imprévus. » (<https://iris-recherche.qc.ca/publications/le-revenu-viable-2022-en-periode-de-crisis-multiples/>)

RESSOURCES

SOS VIOLENCE CONJUGALE

sosviolenceconjugale.ca

1-800 363-9010 – 24/7

INFO-AIDE VIOLENCE SEXUELLE

infoaideviolencesexuelle.ca

1 888 933-9007 – 24/7

COMITÉ LOGEMENT VILLE-MARIE

clvm.org

514-521-5992



